

## PARTICIPANT.E.S

**Hervé GLEAU**- Agir ABCD 29  
**Estelle SCOLAN** - Conseil Régional Bretagne  
**Manuel DE LIMA** - Vice-Président RBS - Inter+Value  
**Jean-François GRONGNET** - Trésorier RBS  
**Corentin VILLETARD** - Conseil Régional Bretagne  
**Christian LE MOING** - Abadas  
**Christine DE LACOTE** - GREF  
**Michel COSTE** - Tarbiyya Tatali  
**Marc LE MAGUER** - Agir ABCD  
**Francis RENARD** - Chantepie Solidarité  
**Antoinette DIOH** - Yann Guégan Conseil  
**Didier BURLLOT** - PERSAI VERT

## EN RÉSUMÉ

### **Groupe Burkina-Bretagne Solidaire (GBBS)**

Créé à l'initiative de 27 associations bretonnes sentant un danger pour l'action sur le terrain :

- nombreuses idées et actions dont les résultats se sont retrouvés dans la délivrance des visas ;
- mobilisation qui a rassuré les petites associations.

Désormais, quelle cartographie des actions concrètes ? Quel rôle pour chaque association ?

Alerte : ne pas décourager les associations et les synergies des acteurs concernés.

### **RBS**

Intérêt de former un groupe de réflexion élargi au Sahel, voire à toute l'Afrique subsaharienne où les mêmes problématiques peuvent exister ou surgir. RBS se doit de réfléchir à cette échelle et d'être inclusif afin de fédérer les associations adhérentes tout en comprenant le souhait légitime de constituer des sous-groupes focalisés sur des aires géographiques moins étendues.

Nécessité de définir les objectifs et le lien avec le Groupe Burkina-Bretagne-Solidaire (GBBS) et de repenser l'aide aux pays en développement (APD) sans détournements de fonds ni dysfonctionnement des institutions.

### **Position du gouvernement et des services de l'État**

Volonté de se dissocier de l'action sur le terrain au Burkina Faso. Difficulté d'obtention des visas. Les Services de coopération et d'action culturelle (SCAC) des ambassades de France au Burkina Faso et au Mali semblent néanmoins favorables à la poursuite des actions.

### **Région Bretagne**

Souhait de position large sur le Sahel. Que faire face à la suspension de l'APD ? Quel financement ? Les engagements diplomatiques de l'État devant être respectés, les collectivités qui soutiennent des actions au Burkina Faso, au Mali et au Niger le font à leurs risques et périls. Recherche de solutions alternatives pour accueillir les jeunes du Burkina Faso.

## **Coopération entre organismes partenaires**

Actions et expériences réussies partout (plusieurs exemples cités) et poursuivies grâce à l'opiniâtreté des partenaires. Apport de compétences, qui n'existent pas sur place, à ne pas négliger

## **Autres**

Nécessité de sensibiliser les élus.

# COMPTE-RENDU DÉTAILLÉ

## ***Participant.e 1***

- > En janvier 2023, à la suite de problèmes au Burkina Faso, 27 associations bretonnes se sont réunies à Rochefort-en-Terre. Décision a été prise de créer un Groupe Burkina-Bretagne Solidaire (GBBS).
- > Ensuite, lors de manifestations à Questembert et à Rennes, 300 signatures ont été recueillies. À l'échelle nationale, Cité Unies France (CUF) a rassemblé des collectivités qui ont exprimé leur intérêt à poursuivre les actions. Une demande d'accompagnement par RBS a été exprimée... suivie de désintérêt et de mauvaises nouvelles.
- > Le bureau de RBS a considéré que ce serait intéressant de former un groupe élargi au Mali et au Niger. Face à la réticence du groupe Burkina, RBS a organisé une visio pour souligner l'importance de la capacité à s'écouter et à faire évoluer les choses.
- > D'autres réunions du groupe Burkina ont eu lieu mais rien (message à passer à la Région ?) n'a été préparé pour l'AG de RBS.

## ***Participant.e 2***

- > Souligne la position du gouvernement français : volonté de se dissocier de l'action sur le terrain au Burkina Faso.
- > Nécessité de sensibiliser les élus.

## ***Participant.e 3***

- > Réunion organisée par la Région en novembre 2023 (avec Katia Krüger).
- > Souhait de position plus large sur le Sahel.
- > Suspension de l'APD : quel financement pour le Burkina Faso ? La position du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) n'est pas claire : les collectivités s'administrent librement mais il faut respecter les engagements diplomatiques de l'État ! Les collectivités qui soutiennent le font donc à leurs risques et périls.
- > Que faire dans le cadre de la fusion société civile-collectivités territoriales ? Pas de réponse. Comprend la lassitude des associations.
- > Recherche de solutions alternatives pour accueillir des jeunes d'Haïti et du Burkina Faso.
- > Haïti : situation différente, compliquée. Relations diplomatiques difficiles mais maintenues.

## ***Participant.e 4***

- > Structuration nécessaire avant items évoqués. Quels objectifs du groupe ?

## ***Participant.e 5***

- > Rappel : 4 réunions du groupe Burkina et 10 échanges sous forme de webinaires ; les idées ne manquent pas.
- > Actions concrètes, quelle cartographie ? Par exemple, Sitala pour la culture, etc.
- > Alerte : ne pas noyer les synergies des acteurs concernés ; les associations vont arrêter.

## ***Participant.e 1***

- > Les Services de coopération et d'action culturelle (SCAC) des ambassades de France au Burkina Faso et au Mali sont favorables à la poursuite des actions. Un appel à projet a été lancé !
- > Expérience réussie du réseau agro-écologie : 3 Français, partis au Burkina Faso, ont été reçus par la télévision nationale.
- > Opiniâtreté des partenaires. Exemple de Souleyman qui a eu son visa (mais seulement 3 jours avant de venir !).

**Participant.e 6**

- > Définir - le lien entre le Groupe Burkina-Bretagne-Solidaire (GBBS) et un groupe Sahel à constituer (mêmes problématiques) ;  
- les objectifs.
- > Constitution d'un groupe de réflexion (pourquoi ? quels objectifs ?) pour que l'Aide aux pays en développement (APD) ne soit pas un échec. La mutation n'a pas été bonne pour les populations du Sahel qui se sentent téléguidées avec des organisations non gouvernementales (ONG) arrivées en continu, sans diagnostics pertinents pour travailler ensemble. Dysfonctionnement au niveau des institutions. Problème des fonds venus de France : la Junte craint qu'ils soient détournés.

**Participant.e 5**

- > Choqué par cette remise en question. Ne pas négliger l'apport de compétences qui n'existent pas sur place (exemple du photovoltaïque).

**Participant.e 1**

- > Il y a eu des expériences réussies partout ; exemple des centrales solaires au Mali.

**Participant.e 2**

- > GBBS a senti un danger pour l'action sur le terrain ; la mobilisation a rassuré les petites associations ; les résultats de l'action se sont retrouvés dans la délivrance des visas.

**Participant.e 7**

- > Constitution souhaitable, au sein du Réseau Bretagne Solidaire (RBS), d'un groupe de réflexion élargi à toute l'Afrique subsaharienne car les problèmes qui se posent actuellement au Sahel peuvent également surgir ailleurs. RBS se doit de réfléchir à cette échelle et d'être inclusif ; il doit fédérer les associations adhérentes, dont le souhait de constituer des sous-groupes focalisés sur des aires géographiques moins étendues (pays, par exemple) est légitime.
- > L'association INTER+VALUE a souhaité créer en son sein un Groupe de réflexion, action et projection (GRAP) dédié à l'Afrique ; cette idée, restée en sommeil à cause du contexte troublé des derniers temps, pourrait être reprise par RBS.

**Participant.e 4**

- > Alerte : éviter toute action de plaidoyer en France !